

NICE: 1939-1942.

**NICE PENDANT LA DERNIÈRE
GUERRE MONDIALE:**

**DE LA DÉCLARATION DE
GUERRE À L'OCCUPATION
ITALIENNE**

Par J.L. PANICACCI

Ces pages sont le résumé d'un diplôme d'études supérieures d'histoire soutenu devant la Faculté des Lettres et Sciences humaines de Nice. Ce travail est la première étude régionale sur la Deuxième guerre mondiale. Depuis, d'autres chercheurs ont accepté de se pencher sur cette période troublée de notre histoire, que les seuls documents conservés ou consultables ne permettent pas de cerner de façon exhaustive.

La guerre éclate, tout comme en 1914, à la fin de l'été, alors que Nice connaît une grande affluence de touristes auxquels se mêlent depuis le printemps, de nombreux Israélites d'Europe centrale. La marche irréversible à la guerre prend corps pendant la dernière semaine d'août qui voit les premières mobilisations partielles et les premières mesures d'exception. L'animation règne plus que jamais près des gares où, les touristes qui regagnent leurs résidences, se joignent aux premiers mobilisés et aux Niçois de retour de vacances.

Mais nulle part on ne relève de l'affolement, de la précipitation. Il est vrai que depuis septembre 1938 c'est la troisième mobilisation, et que la lente, mais continue, dégradation de la situation internationale, qui trouve son débouché logique dans la mobilisation partielle, a préparé la population à cette éventualité depuis de nombreuses semaines.

Pourtant, si le calme règne, on s'interroge sur l'attitude, italienne et sur le comportement des communistes français qui, depuis le pacte germano-soviétique, font une propagande antinationale. C'est alors que, le 1er septembre, à 15 heures-trente, réapparaissent sur les murs, après vingt cinq ans et un mois, les grandes affiches ordonnant la mobilisation générale.

L'évènement ne surprend personne; les autorités civiles et militaires ne perdirent pas de temps et les réquisitions se succédèrent dans un ordre logique, la direction du Ravitaillement général et celle de la Défense passive s'installant définitivement au premier plan de l'actualité pour de longues et dures années.

Les conséquences à court terme de l'entrée en guerre sont graves pour l'agglomération niçoise, capitale du tourisme. Placée dans la zone des armées, la localité est plongée dans l'obscurité la plus totale de la tombée du jour au lever du soleil le lendemain. Les salles de spectacles et de jeux, les limonadiers, les hôteliers sont directement menacés dans leur exploitation. Les communications, un instant interrompues, ne sont pas rétablies à leur niveau d'avant guerre, ce qui contribue à gêner la production locale (huiles, pâtes alimentaires et semoules) et à réduire fortement les exploitations horticoles et oléicoles. La crise de l'hôtellerie et des commerces de luxe accroît le chômage, que des mesures radicales atténuent au printemps 1940.

Le ravitaillement, pourtant, est relativement régulier. Seules, quelques denrées viennent à manquer: le riz, le café, l'huile. Les prix sont bloqués et contrôlés. Pour faire face à la croissance du chômage et à la précarité des revenus d'un grand nombre de familles, privées du plus clair de leurs biens par la mobilisation de leurs chefs, la municipalité et des groupements privés développent les œuvres d'assistance. La plus importante, le "Repas gratuit" distribue 2000 repas par jour en avril 1940. L'assistance ne se limite pas aux soupes populaires, elle se concrétise par des allocations, des soutiens divers, des placements d'enfants.

L'état de guerre a amené avec lui l'austérité et la "drôle de guerre", avec l'installation d'un Centre d'accueil des Armées alliées, la formation d'unités polonaises et tchèques, la récupération des ferrailles et des chiffons, des vieux papiers, les emprunts de guerre, les œuvres de guerre dont la plupart ne font que prendre le relais de groupements nés lors de la Grande Guerre.

Mais si état de guerre il y a, il s'agit bien d'une-drôle de guerre ou l'attentisme et la propagande priment l'action. Pendant que l'on exhorte la population à se taire, à travailler, à

économiser, à donner à la Patrie, une véritable offensive psychologique se déchaîne également sur elle, tendant à la conditionner, condamnant les uns, les "hitléro-staliniens" glorifiant et exaltant le combat des autres, les Alliés. Le caractère de croisade que l'on confère souvent au conflit, la propagande optimiste et l'amplification injustifiée petites actions locales tendent à endormir la conscience collective. La victoire ne fait plus de doute, ce n'est plus qu'une question de temps.

Ces aspects de la "drôle de guerre" ne doivent pas masquer un fait important: contrairement à ce qui se produisit en 1914, l'Union nationale ne se fit pas derrière le gouvernement, en raison du vote hostile des parlementaires communistes, puis de la lutte contre la guerre menée par le P.C.F. Aussi, les mises hors-la-loi, les dissolutions, les saisies, puis les arrestations se succèdent-elles durant la fin de 1939. Presque tous les responsables locaux des mouvements communistes sont internés, notamment le député Virgile Barel. Le début de la guerre coïncide donc avec l'entrée d'un grand mouvement et de sa presse dans la clandestinité. Des épurations frappent : les "staliniens" dans l'Administration, l'Enseignement et à la C.G.T.

C'est lorsque la population s'est habituée à la "drôle de guerre" qu'elle prend fin sous les coups de boutoir des Allemands, à la fin mai 1940. Aussitôt, les mesures draconiennes refont leur apparition; la ville est mise sur le pied de guerre tandis qu'affluent les premiers réfugiés du nord de la France, des Belges, des Néerlandais, des Israélites fuyant les armées allemandes. Le 10 juin, alors que le désastre se précise, l'Italie entre en guerre. Nice est alors directement menacée, bien que ville ouverte, par l'aviation italienne et la Quarta Armata, alors qu'une foule de réfugiés des Cantons frontaliers s'ajoute à la masse des repliés.

Le "coup de poignard dans le dos" ne provoque pas d'incidents entre l'importante colonie italienne de Nice et la population française. Seuls, les éléments les plus turbulents, les fascistes les plus marqués, sont internés. Les réactions des Niçois sont alors la crainte et l'indignation, mais ils font preuve de grandeur et de dignité comme le souligne leur maire, Jean Médecin.

Les alertes deviennent quotidiennes, l'angoisse croit alors que le front craque, que les avis "Mort au Champ d'Honneur" se multiplient dans la presse, que le gouvernement change et de chef et d'objectif. L'arrivée au pouvoir du maréchal Pétain et la préparation de la population à l'armistice par la presse sont quelque peu éclipsées par la formidable offensive italienne dont l'objectif principal est Nice. Le canon gronde au Pont-Saint-Louis, à Menton; des escadrilles survolent la Baie des Anges, mais le "cessez-le-feu" intervient rapidement.

Ce 25 juin 1940, qui est un jour de deuil: national, marque pour beaucoup de Niçois, le passage insensible de la IIIe République à Vichy. Mgr Rémond ne se rallie-t-il pas avec beaucoup de fermeté à "ce chef que nous vénérons", condamnant la "voix du dehors qui cherche à nous diviser", lors de la grand'messe célébrée à Sainte-Réparate, devant un parterre où figurent toutes les autorités civiles et militaires locales.

La défaite, qui coïncide avec un changement de régime, un ordre nouveau, vient aggraver par ses suites, une situation de fait qui tendait à s'améliorer, introduisant, en outre, le rationnement, la démagogie et le culte de la personnalité.

L'agglomération niçoise, avec ses 260.000 habitants, ne peut plus se suffire à elle-même en un moment critique où la division de la France en deux, la précarité des moyens de transport, des questions de rentabilité et la mauvaise répartition effectuée par la région marseillaise provoquent l'irrégularité constante des arrivages extérieurs. Devant cette situation, la municipalité entreprend de mettre en culture les jardins et pelouses de la cité et des terrains communaux. La production de ces terrains va en totalité aux œuvres d'assistance et soupes populaires.

Néanmoins, on mange toujours très mal, en 1942 plus qu'en 1940-41. C'est que le rationnement a institué de façon officielle la sous-alimentation de la population. Désormais, il

faut faire la queue devant les magasins de distribution, se plier aux exigences des services du rationnement, se tenir au courant des distributions de tickets et de denrées. La faim devient une hantise quotidienne. Pour calmer cette faim, outre le recours à un marché noir plus que florissant ou à la petite propriété paysanne, on recourt aux détournements, au vol, à la pêche, à la cueillette des fruits de mer malsains.

Si le ravitaillement devient la préoccupation majeure, de graves menaces pèsent sur l'économie urbaine de la localité. Le port voit son activité décliner de façon continue, conséquence de la situation politico-militaire en Afrique et en Méditerranée; son trafic passe de 390.000 T. en 1939 à moins de 100.000 T. en 1942, incitant au sommeil les activités fondées sur les échanges (pâtes semoules, huiles d'olive). L'hôtellerie, la restauration, les casinos licencient une grande partie de leur personnel et plusieurs établissements sont contraints de fermer leurs portes. Seule, l'industrie cinématographique fonctionne normalement.

Devant cette situation critique, le chômage amorce une montée en flèche qui n'est brisée qu'au printemps 1941. En quelques mois, le nombre de chômeurs secourus passe de 1300 à 9000. De grands travaux sont alors amorcés pour résorber le surplus de chômeurs. Mais la hausse des prix est plus importante que la hausse des salaires, d'où une forte réduction du pouvoir d'achat à un moment où l'on n'a plus que jamais besoin d'acheter pour vivre, ou plutôt pour survivre. Aussi, des travailleurs se laissent séduire par les offres alléchantes des offices clandestins d'embauche pour l'Allemagne, puis par la Relève qui connaît un certain succès (3000 départs en 4 mois).

Devant la recrudescence du chômage et la baisse du niveau de vie, les œuvres d'assistance prennent une grande envergure. Dix mille personnes sont concernées chaque jour par les soupes populaires.

De la pénurie de carburante découle le recours au charbon de bois pour les transports, mais la circulation est de plus en plus le fait des bicyclettes plutôt que des véhicules à moteur. Le développement de l'utilisation de la bicyclette entraîne la création de grands parcs à vélos.

C'est le temps où l'on cherche à récupérer des métaux, des journaux, des chiffons, où l'on envoie des colis aux 5000 Niçois prisonniers de guerre, où se façonnent un mode de vivre et un mode de penser nouveaux face aux contingences et aux prisons, où l'on se familiarise avec le troc, le vol, les combines. Mais l'aspect le plus important de cette période, c'est le vichysme. Accueilli favorablement à Nice, ville de tradition modérée, le nouveau régime va s'y implanter, en apparence, solidement grâce à une profonde reprise en mains de l'infrastructure administrative locale, Épurations et nominations se succèdent. Un nouveau préfet à la poigne ferme, Marcel Ribière, vient remplacer Henry Mouchet. Le Conseil municipal est réorganisé: on y fait entrer des représentants des corporations, des anciens combattants, des prisonniers de guerre mais aussi des éléments politisés d'extrême-droite; on maintient néanmoins à sa tête Jean Médecin.

Un instrument de contrôle et d'action du gouvernement est créé sous la forme d'un mouvement paramilitaire, la Légion Française des Combattants. La presse est toujours contrôlée par la censure, plus que jamais même, car, à une censure militaire s'est ajoutée une censure politique et l'obligation de diffuser certains commentaires ou certaines informations. "L'Éclair", le grand quotidien national de Nice, ne cache pas ses sympathies pour Pétain dès le 17 juin 1940, et il s'emploie à être le thuriféraire du régime de Vichy dans la région, imprimant un hebdomadaire de la Révolution nationale, l'"Alerte", auquel collaborent Léon Bailby, Damase, Maurras, Guillain de Bénouville.

La propagande parlée et écrite, de grandes manifestations où se fait jour un enthousiasme sans véritable objet, concourent à assigner à la localité un caractère de "vichysme" très prononcé et la mention "fille aînée de la Révolution nationale".

Le ralliement à la cause de Vichy dans un premier temps, sa réorganisation par Vichy

dans un deuxième temps, font du Conseil municipal un organisme de gestion gouvernemental à l'échelon local. Les membres qui le composent sont pour la plupart sincères "vichystes", siégeant au côté de représentants de la tendance véritablement révolutionnaire de la Révolution nationale, à savoir des éléments issus du P.P.F. le soutien qu'apporte à la cause du Maréchal et à son programme "Travail, Famille, Patrie", le Conseil municipal de Nice est renforcé par l'adhésion très prononcée accordée au même régime par l'évêque de Nice, Mgr Rémond, qui exalte l'œuvre de "redressement" de la France, lance l'anathème contre les responsables de l'échec, fustige les hésitants, flétrit les opposants.

L'attitude de l'évêque conditionne celle de la presse confessionnelle, laquelle est particulièrement dure à l'égard du régime qui s'est écroulé, des mœurs de Français pendant les années trente, des juifs et des francs-maçons. Le culte du Maréchal et la Rédemption par le Travail, la Foi en Dieu et en la Patrie, l'amour de la Famille, sont les moyens que l'on propose aux Niçois pour sortir du "péché national" dans lequel ils se corne plaisaient depuis des années.

L'Éclaireur se fait l'avocat de la collaboration. Des articles fielleux et des polémiques y attaquent pêle-mêle communistes, gaullistes, juifs et francs-maçons. Il publie, tout comme le Petit-Niçois, une très virulente Chronique de la Légion, où des conceptions totalitaires se font jour.

La Légion, créée à Nice par Darnand, le "héros des deux guerres", et le R.P. Bruckberger, acquiert très vite une grande audience et plusieurs milliers de combattants, pour la plupart ceux de 14-18, adhèrent à ce mouvement qui, au départ, n'apparaît pas comme une organisation à vocation totalitaire. Mais à partir de la fin de 1941, avec l'entrée en guerre du Reich contre l'U.R.S.S., la création de la L.V.F. puis de la Légion tricolore, la collaboration avec l'Allemagne, les mesures restrictives prises à l'égard des juifs et des francs-maçons, les internements d'opposants, la Légion perd de sa cohésion et de son enthousiasme. Seul demeure le noyau dur, politisé, révolutionnaire et totalitaire. Et les grandes manifestations à caractère patriotique du printemps et de l'été 1941 (1er mai, etc. de Jeanne d'Arc, fête des Mères, Anniversaire de la Légion) qui mobilisent de 30 à 60.000 personnes, appartiennent déjà au passé en 1942, aucune manifestation ne dépasse 15.000 personnes.

1942 marque un tournant dans la vie politique locale. La grande masse de la population abandonne le mythe de Vichy et de la Révolution nationale qui s'apparente de plus en plus à un État totalitaire dispose d'un embryon de parti unique, la Légion, d'un embryon de police politique, le S.O.L., auquel viennent s'ajouter les supplétifs du P.P.F.

Ce qui ne veut pas dire que la majeure partie de la population passe à la Résistance ou à une opposition déclarée, loin de là. Il s'agit plutôt d'une désaffection, d'une réprobation de certaines méthodes, d'une désillusion, que d'un renversement de tendance. Beaucoup font encore confiance au Maréchal, mais se défient de son entourage, surtout depuis le retour de Laval. La Relève, qui se révèle être une immense escroquerie, les internements dits "administratifs" et les premières déportations de juifs concourent à dissocier du régime les derniers hésitants.

Pourtant, la Résistance, laquelle se manifeste par la propagande de quelques mouvements à la structure et aux effectifs embryonnaires, n'accroît pas sensiblement le nombre de ses partisans; mais, étant mieux accueillie par une partie de la population, elle peut se permettre de développer le tirage et la diffusion des tracts et des premiers exemplaires de la presse clandestine. Ainsi, par exemple, la seule parution clandestine purement locale, avant l'occupation italienne, "Le Cri", organe du P.C.F., voit son tirage passer de 4500 exemplaires en 1941, à 12000 en 1942. Le journal "Combat", organe du mouvement Combat, fait son apparition dans la région au moyen d'une édition locale imprimée à Nice, à la fin de 1942. Les tracts, moyens commodes de transmission des idées politiques, sources d'informations complémentaires, se multiplient, de même que les graffiti et les retouches apportées aux

affiches de Vichy. Ici, l'action est propagande politique, et le verbe est action.

Les mouvements de résistance sont alors au nombre de cinq: Combat, Franc-tireur, Libération, créés en 1941, le Front National et le M.N.R.P.G.D. créés en 1942. Seul, le M.N.R.P.G.D. n'a pas de vocation offensive. On peut dire qu'avant l'occupation italienne, la majeure partie de la population, qui avait accepté Vichy en 1940, s'est écartée de lui sans pour autant adhérer à une opposition naissante. Désapprouvant les méthodes et les résultats du régime (particulièrement négatifs pour Nice) elle est prise entre une fraction révolutionnaire qui ne masque pas ses tendances totalitaires et ses sympathies pour les états fascistes, et une opposition divisée, embryonnaire mais active qui croît progressivement, au fur et à mesure des fautes commises par Vichy, et qui attend son heure. Le choix est alors trop difficile.

Lorsque le 11 novembre 1942, les premières colonnes motorisées de la Quarta Armata du général Vercellino pénètrent dans l'agglomération, elles trouvent une Nice bien différente de son visage de carte postale: casinos et hôtels fermés, pullulement de cyclistes; toilettes sobres, concentration de réfugiés dont plusieurs milliers d'israélites, foisonnement d'uniformes (S.O.L., Compagnons de France), jardins publics transformés en potagers.

L'occupation italienne annonce des temps encore plus durs, des perspectives encore plus sombres, mais la population a suffisamment souffert jusque-là pour trouver que l'occupation correspond à un bouleversement profond des habitudes locales, de la situation économique et politique.

Les positions s'affirmant on assiste à une lente mais irréversible progression vers l'inévitable affrontement, vers le paroxysme aussi bien économique que politique qu'une situation exceptionnelle ne manque pas d'entraîner à la longue.